Le chef des renseignements égyptiens rencontre les responsables israéliens

Le chef des renseignements égyptiens, Omar Souleimane, a eu hier un entretien avec le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, dans le cadre de sa visite en Israël, a-t-on appris de source officielle.

Lors de la rencontre, M. Barak a évoqué les «défis stratégiques auxquels font face» l'Egypte et Israël, selon un communiqué du ministère de la Défense, en allusion au programme nucléaire iranien. M. Barak a également insisté sur «l'importance primordiale pour Israël d'empêcher le Hamas de s'armer», en allusion aux efforts égyptiens de stopper la contrebande d'armes par tunnels vers la bande de Ghaza sous contrôle du mouvement islamiste.

Le chef de la diplomatie égyptienne Ahmad Aboul Gheit a confirmé samedi implicitement la construction d'une barrière souterraine à la frontière de son pays avec la bande de Ghaza.

Le général Souleimane devait également rencontrer le Premier ministre Benjamin Netanyahu, le président Shimon Peres, ainsi que le chef du Mossad, les services de renseignements israéliens, Meïr Dagan, selon la radio militaire. Au menu de ses discussions devraient figurer les négociations en vue de la libération du soldat franco-israélien Gilad Shalit, en échange d'un millier de détenus palestiniens.

Israël et le Hamas mènent des négociations indirectes, parrainées par l'Egypte avec l'aide d'un médiateur allemand, en vue de la libération du militaire enlevé en juin 2006 à la lisière de la bande de Ghaza par un commando palestinien et détenu depuis par le Hamas.

Des informations contradictoires ont circulé ces dernières semaines sur l'imminence d'un accord.

Saâd Hariri veut des relations «privilégiées et sincères» avec la Syrie

Le Premier ministre libanais, Saâd Hariri, a souhaité hier des relations «privilégiées et sincères» avec la Syrie, à la fin d'une visite à Damas, sa première depuis l'assassinat en février 2005 de son père, l'ancien Premier ministre Rafic Hariri.

M. Hariri, qui parlait lors d'une conférence de presse à l'ambassade du Liban avant son départ, a qualifié d'«historique» sa visite de deux jours à Damas au cours de laquelle il a eu trois entretiens bilatéraux avec le président Bachar al-Assad.

Saâd Hariri, qui avait à plusieurs reprises accusé Damas d'être impliqué dans l'assassinat de son père, n'avait jamais eu de contacts officiels avec la Syrie. «Nous voulons des relations privilégiées, sincères et franches (...) dans l'intérêt des deux Etats et des deux peuples», a-t-il affirmé devant un parterre de journalistes syriens et libanais. «Nous voulons bâtir une relation avec la Syrie sur les choses positives» qui ont été réalisés comme l'ouverture des ambassades à Damas et à Beyrouth, l'échange d'ambassadeurs et sur les mesures que les deux pays vont entreprendre, a-t-il ajouté. M. Assad a évoqué «d'une manière positive les questions intéressant les Libanais. Nous voulons les régler sans provocation, d'une manière calme et franche», a souligné M. Hariri en affirmant s'être mis d'accord avec le président syrien «sur nombre de questions comme la démarcation des frontières». Le président syrien est «très attaché à des relations sincères (avec le Liban) fondées sur une entente commune», a indiqué encore le chef de la majorité parlementaire au Liban. Selon M. Hariri, «l'Arabie

Photo : DR

saoudite a joué un rôle important» dans le rapprochement syro-libanais et dans la préparation de sa visite à Damas. En réponse à une question, il a affirmé n'avoir pas évoqué avec M. Assad la question du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), créé en 2007 par le Conseil de sécurité de l'ONU, chargé de juger les auteurs présumés d'attaques terroristes au Liban, dont les assassins de Rafic Hariri. «Il est clair que le Tribunal relève de la communauté internationale. Le Tribunal fait son travail, c'est ce que tout le monde souhaite», a-t-il commenté.

Les deux premiers rapports de la commission d'enquête de l'ONU, créée après la mort de Rafic Hariri, avaient conclu à des «preuves convergentes» mettant en cause les renseignements syriens et libanais. Mais la Syrie dément toute implication dans cet assassinat. La Syrie a exercé une tutelle sur le Liban pendant près de 30 ans, mais elle a été contrainte de retirer ses troupes en avril 2005, deux mois après l'assassinat de Rafic Hariri, tué avec 22 autres personnes dans un attentat à la camionnette piégée le 14 février 2005 à Beyrouth.

MAURITANIE

Enlèvement de 2 Italiens similaire au rapt d'Espagnols par Aqmi

L'enlèvement de deux Italiens, vendredi sur une route du sud-est de la Mauritanie, s'est déroulé à peu près de la même façon que celui de trois Espagnols fin novembre à l'autre bout du pays, revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique, selon de premiers témoignages.

Le couple de voyageurs italiens porté disparu depuis vendredi soir dans le département mauritanien de Kobenni a «très probablement été enlevé par un groupe armé», avait annoncé samedi à l'AFP une source sécuritaire.

Sergio Cicala, retraité de 65 ans, et sa femme Philomene Kabouree, talienne d'origine burkinabaise et âgée de 39 ans, «se rendaient au Burkina Faso à bord d'un minibus immatriculé en Italie», selon cette source.

Les autorités mauritaniennes n'ont pas confirmé, jusqu'à présent, qu'il s'agissait d'un enlèvement, et les médias d'Etat n'en ont pas dit un mot.

Mais le ministère italien des Affaires étrangères a déclaré que son «unité de crise» suivait «le cas de l'enlèvement des deux compatriotes en Mauritanie». «Tous les canaux diplomatiques et politiques ont été mobilisés immédiatement», a ajouté le ministère italien. Cet enlèvement intervient près de trois semaines après la capture de trois ressortissants espagnols sur la route côtière Nouadhibou-Nouakchott (nord-ouest), revendiquée par la branche maghrébine d'Al-Qaïda.

«Le mode opératoire est pratiquement le même que pour l'enlèvement des trois Espagnols le 29 novembre, ce qui laisse penser qu'il s'agit du même groupe terroriste», a jugé hier le directeur du journal *Nouakchott-infos*, Abou Al Maâli, interrogé par l'AFP. Selon des témoignages de voyageurs recueillis par une source proche des autorités locales, les ravisseurs ont surgi, de nuit, au bord de la route.

Ils ont tiré en l'air et dans les pneus pour obliger les voyageurs à s'arrêter, avant de s'emparer uniquement des personnes, en abandonnant le véhicule et son contenu.

Selon une source sécuritaire, la disparition s'est produite vers 22h (locales et GMT) sur l'axe Aïoun (Mauritanie) - Kayes (Mali), à proximité de la localité mauritanienne de N'Eissira, à quelques kilomètres seulement de la frontière avec le Mali.

Le nord et l'est du Mali servent de refuge, depuis 2008, aux islamistes armés qui enlèvent des Occidentaux. Et c'est dans ce pays que seraient actuellement détenus les trois otages espagnols, ainsi qu'un Français capturé le 26 novembre dans la ville malienne de Ménaka.

«L'enlèvement a été érigé en commerce juteux depuis que les Européens ont commencé à payer cher pour la vie de leurs otages. La Mauritanie est désormais perçue comme un maillon faible, étant donné la taille de son territoire aux trois-quarts désertique et quasiment incontrôlable», rappelle Abou Al Maâli.

Ces deux dernières années, Aqmi a revendiqué une série d'actions meurtrières en Mauritanie, dont l'assassinat fin 2007 de quatre Français à Aleg (250 km à l'est de Nouakchott) et celui d'un Américain en juin dans la capitale.

Mohamed Ould Abdel Aziz, élu président en juillet après avoir mené un coup d'Etat en 2008, avait promis une «lutte sans merci» contre le terrorisme.

Au début du mois, l'ancien général a affirmé que la multiplication des actions d'Aqmi résultait d'un «cumul d'erreurs sécuritaires et militaires des régimes précédents». Il a assuré qu'il s'employait à mieux équiper l'armée mais que cela ne se ferait pas «en un jour».

L'opposition prévoit d'organiser, mercredi, à Nouakchott, «une marche de protestation», notamment «contre l'insécurité grandissante».

SOMMET CLIMAT

La presse stigmatise l'échec de l'ONU et le fiasco des dirigeants

Le sommet de Copenhague sur le climat a constitué un échec retentissant de l'ONU et prouvé l'incapacité des dirigeants de la planète à se mettre d'accord sur un projet commun essentiel à la survie de l'humanité, estimait hier la presse mondiale.

Le quotidien américain *Washington Times* dénonçait le «flop» des dirigeants du monde à se mettre d'accord, en évoquant une «journée froide pour Obama au Danemark».

Pour le *Washington Post*, qui parlait d'un accord «manquant d'ambition», les «gouvernements doivent faire mieux». Le journal exhortait le Sénat américain à adopter la législation sur le climat actuellement bloquée au Congrès.

Le journal danois *Berlingske Tidende* (conservateur) estime que «les dirigeants du monde n'étaient pas disposés, le moment venu, à conclure un accord, la volonté n'étant pas au rendez-vous».

«La plus chaotique des conférences doit donner aux Nations unies des raisons pour un grand examen de conscience», selon l'éditorialiste du quotidien.

Pour *Politiken* (centre-gauche), «le fiasco est global, non local». «La réalité est que le monde n'est pas mûr pour être gouverné en communauté».

«L'échec de Copenhague ou les limites du gouvernement mondial», titrait le quotidien français *Le Monde*, selon lequel «la réunion a tourné à la pagaille et a illustré la force montante de la Chine».

«Négocié dans sa version finale surtout entre la Chine et les Etats-Unis, l'accord consacre la marginalisation de l'Union européenne», estimait le journal.

En Allemagne, le *Bild am Sonntag* écrit que «les espoirs reposent encore sur Angela Merkel» qui a proposé d'accueillir une réunion sur le climat en juin à Bonn pour préparer la prochaine conférence climatique de Mexico fin 2010.

«Beaucoup va dépendre de son éventuelle capacité à prendre davantage en compte les intérêts des pays en développement», écrit le journal.

«Celui qui ne dit que du mal de Copenhague s'associe à ceux qui freinent au lieu de faire avancer» la lutte contre le réchauffement climatique, a déclaré la chancelière conservatrice au *Bild am Sonntag*. «Copenhague est un premier pas vers un nouvel ordre climatique mondial, pas plus mais pas moins non plus.»

Ce journal de droite estime qu'«un forum comme le G20 serait plus approprié pour prendre des décisions sur la protection climatique», comme pour la crise financière.

Pour le quotidien portugais de référence *Diario de Noticias*, «le système de négociation multilatérale essayé par les Nations unies a été un échec et ne résoudra pas le problème qui menace l'humanité».

«Copenhague nous enseigne plusieurs leçons. La Chine est une puissance qui a un poids décisif sur la scène internationale, le Brésil est une étoile montante. L'Europe a de grandes ambitions mais peu d'influence. Les Etats-Unis ne changent pas beaucoup, avec ou sans Barack Obama», concluait le journal portugais.

Pour le *Jornal de Noticias*, «les plus sceptiques continuent de penser que les besoins industriels et économiques des géants empêcheront un quelconque engagement effectif. L'histoire leur donne raison. Il est tragiquement prévisible que l'avenir continuera de leur donner raison».

Dans la presse grecque, dans son ensemble très négative sur les résultats du sommet de Copenhague, *Eleftherotypia* (gauche indépendant) estime que «les grands pollueurs du monde ont imposé en fin de compte à Copenhague un accord imparfait qui ne correspond en rien aux espoirs d'un engagement mondial pour limiter le réchauffement de la planète».